

ISRAËL/PALESTINE • GÉOPOLITIQUE

Marwan Muasher, ancien ministre jordanien : « Si l'on refuse d'ouvrir un horizon politique aux Palestiniens, il faut se préparer à ce que la violence perdure »

L'ancien ministre des affaires étrangères jordanien appelle, dans un entretien au « Monde », à un processus politique immédiat pour mettre fin à l'occupation des territoires palestiniens, seule alternative, selon lui, à une extension du conflit au Proche-Orient.

Propos recueillis par Laure Stephan (Amman, envoyée spéciale)

Publié le 23 mars 2024 à 19h30 · Lecture 7 min.

Article réservé aux abonnés

Vice-président chargé des études à la Fondation Carnegie pour la paix internationale, établi à Amman, en Jordanie, Marwan Muasher a été le premier ambassadeur jordanien en Israël (1995-1996) après la signature de l'accord de paix en 1994 ; il a représenté son pays aux Etats-Unis entre 1997 et 2002, avant d'occuper les fonctions de ministre des affaires étrangères en Jordanie, de 2002 à 2004.



Marwan Muasher, l'ancien ministre des affaires étrangères jordanien. CARNEGIE
ENDOWMENT FOR INTERNATIONAL PEACE

Quelle est l'humeur en Jordanie, cinq mois après le début de la guerre à Gaza ?

Les autorités sont très en colère et très inquiètes. Elles ont condamné avec fermeté les actions militaires israéliennes à Gaza. Le roi [Abdallah II] s'est rendu dans de nombreuses capitales, dont Paris, pour discuter des moyens de mettre fin à la guerre. La Jordanie s'est rendue [en février] devant la Cour internationale de justice, où elle s'est exprimée contre l'occupation israélienne – qualifiée d'« *illégal et inhumaine* » – des territoires palestiniens. Le sentiment qui domine, au niveau des autorités et de la société, est que les actions d'Israël vont à l'encontre des intérêts de la Jordanie. Le royaume hachémite refuse qu'Israël résolve son conflit avec les Palestiniens à ses dépens [en faisant de la Jordanie une « *patrie alternative* » pour ces derniers, idée évoquée par la droite israélienne].

Pourtant, la Jordanie et Israël maintiennent leur coopération sécuritaire...

Elle a toujours été forte et porte sur des sujets comme la lutte contre le terrorisme. Mais le fait qu'elle se poursuive aujourd'hui ne reflète pas l'état des relations politiques entre les deux pays, qui sont à leur plus bas niveau. En 2004, alors que j'étais ministre, la Jordanie a dénoncé auprès de la Cour internationale de justice l'édification du mur [*de séparation*] comme contraire au droit international : la coopération sécuritaire n'a pas cessé alors, mais la relation politique était déléterre.

Cette relation peut-elle empirer ?

Oui, si les Israéliens lancent une offensive terrestre à Rafah. Si les Palestiniens massés à la frontière entrent en Egypte, cela créera un précédent très dangereux aux yeux de la Jordanie, et cela mettra davantage de pression sur la Cisjordanie. La position d'Amman est que les terres palestiniennes ne doivent pas être vidées de leurs habitants. Les Palestiniens savent que s'ils partent, ils ne pourront plus jamais revenir chez eux [*ceux qui ont été expulsés en 1948, à la création d'Israël, n'ont jamais été autorisés à rentrer par l'Etat hébreu*]. Le gouvernement jordanien a averti qu'une tentative de transferts en masse des Palestiniens constituerait une déclaration de guerre. Avant le 7 octobre [2023], ceux qui s'inquiétaient d'un tel risque – j'en faisais partie – étaient accusés de dramatiser. Aujourd'hui, il est devenu clair pour tout le monde qu'il s'agit bien d'un des objectifs d'Israël.

Quels signes vous font craindre un tel scénario ?

Les autorités israéliennes ont affirmé à de nombreuses reprises qu'elles ne veulent pas d'un Etat palestinien, ni de la fin de l'occupation, ni d'une majorité palestinienne dans les territoires qu'elles contrôlent. Dès lors, la seule solution est de se débarrasser d'un maximum de Palestiniens. La guerre à Gaza montre que cet objectif est à l'œuvre. Israël n'y détruit pas seulement les capacités militaires du Hamas, il y détruit la vie : les hôpitaux, les écoles, les églises, les mosquées, les routes... Le nord de Gaza est devenu inhabitable. Et désormais, c'est dans le Sud que les Israéliens entendent lancer une offensive. Plus de 1,3 million de Palestiniens sont massés à Rafah. Où sont-ils censés aller ?

Lire aussi |  [Guerre Israël-Hamas : l'onde de choc persistante en Jordanie](#)



Quel impact de tels transferts auraient-ils sur la Jordanie ?

Il ne s'agit pas d'un problème économique ou sécuritaire, mais identitaire. La Jordanie se débat encore pour définir qui est jordanien, même si la Constitution stipule qu'il ne peut y avoir de discrimination fondée sur l'origine ethnique. Le pays compte une population de 7 millions de Jordaniens [*sur un total d'environ 9,5 millions de personnes*], dont beaucoup sont d'origine palestinienne. L'afflux de Palestiniens viendrait aggraver cette question identitaire. La Jordanie, avec l'Egypte, a placé la menace des transferts sur les radars internationaux, pour tenter d'en minimiser la possibilité.

Pour rappel, la Jordanie a ouvert ses portes aux réfugiés, en accueillant 1,4 million de Syriens et entre 300 000 et 400 000 Irakiens. Mais leur afflux n'a pas posé les mêmes questions identitaires [*la Syrie*]

et l'Irak existant toujours comme pays]. Pas un Etat européen, pas même l'Allemagne, n'a été aussi généreux, en matière d'accueil de réfugiés *per capita*. Les Européens n'ont aucune leçon à donner à la Jordanie sur ce sujet.

Lire aussi |  [Guerre Israël-Hamas : pays hôtes des réfugiés palestiniens, le Liban et la Jordanie s'inquiètent d'une suspension des services de l'UNRWA](#)



Le Musée palestinien de Birzeit, en Cisjordanie, s'est donné pour mission de rendre hommage au patrimoine culturel de la bande de Gaza, à travers une exposition rassemblant les œuvres de cent artistes gazaouis. Sur le mur des contributeurs, certaines plaques portant leurs noms ont été marquées d'une ligne noire, en signe de deuil. SAMAR HAZBOUN/THE NEW YORK TIMES

Les perceptions de l'attaque du Hamas en Israël et de la guerre à Gaza ont provoqué une fracture entre Occident et Proche-Orient. Celle-ci se réparera-t-elle, une fois la guerre finie ?

La colère – ce mot est faible – contre l'Occident est profonde dans la région. Les responsables occidentaux ont manifesté une forte empathie pour les 1 200 Israéliens tués le 7 octobre, mais rien de semblable pour les plus de 31 000 Palestiniens tués, jusqu'à aujourd'hui, à Gaza. L'opinion publique arabe est outrée par l'occupation, par les atrocités commises par Israël, par la façon dont les Occidentaux les perçoivent : les Arabes sont-ils considérés comme moins humains que les autres ? Comme l'a dit [l'humoriste égyptien] Bassem Youssef : « Quel est le taux de change ? » Combien de morts palestiniens faut-il « en échange » d'un Israélien tué ? Quand le carnage va-t-il s'arrêter ? Quand dira-t-on « ça suffit » ?

On entend beaucoup parler de pressions américaines sur Israël, sans que celles-ci ne se concrétisent sur le terrain. Les armes américaines continuent d'affluer vers Israël, Washington utilise son veto au Conseil de sécurité. On ne voit pas de réelle pression occidentale s'exercer. A mon avis, la colère redoublera quand la guerre s'arrêtera à Gaza : le niveau des destructions deviendra visible aux yeux de tous, puisque jusqu'à maintenant, la presse étrangère est interdite d'accès à l'enclave palestinienne. Chacun prendra la mesure du désastre.

Vous dites craindre que la violence perdure...

Il est illusoire de croire que le statu quo est tenable pour les Palestiniens qui vivent sous occupation. Bien avant le 7 octobre 2023, ils subissaient la violence israélienne en Cisjordanie. Le sort réservé aux civils israéliens *[qui représentent la majorité des 1140 personnes tuées et des quelques 250 pris en otage lors de l'attaque du Hamas]* le 7 octobre est terrible. S'attendait-on pour autant à ce que les Palestiniens de Gaza acceptent d'être enfermés, pour toujours, dans une grande prison, où toute entrée et sortie du territoire est conditionnée à l'approbation d'Israël ?

Le seul moyen d'éviter un embrasement plus grand encore serait une initiative politique sérieuse pour mettre fin à l'occupation *[des territoires palestiniens]*. La communauté internationale l'a acceptée ces vingt dernières années, en se disant qu'il était possible de laisser le conflit irrésolu. Cette perception a volé en éclats le 7 octobre. Quand les Etats-Unis ou les pays européens invoquent aujourd'hui la solution à deux Etats *[ce que défend aussi la Jordanie]*, sont-ils sérieux ? Sont-ils prêts à prendre les mesures nécessaires pour qu'elle adienne, et donc, pour mettre fin à l'occupation ? Si tel n'est pas le cas, alors ce n'est qu'un slogan creux. Si l'on refuse d'ouvrir un horizon politique aux Palestiniens – et je ne vois rien se profiler –, si l'on refuse de comprendre que le conflit n'a pas commencé le 7 octobre, il faut se préparer à ce que la violence perdure.

Selon des sondages *[réalisés par le Palestinian Center for Policy and Survey Research, en décembre 2023]*, 63 % des Palestiniens considèrent que la seule manière de mettre fin à l'occupation est la résistance armée. Ce pourcentage a triplé en quatre ou cinq ans. Aujourd'hui, on n'entend pas la voix des Palestiniens ayant la nationalité israélienne, car Israël exerce une forte pression sur eux, mais lors de la guerre de 2021, à Gaza et à Jérusalem, ils se sont montrés solidaires des Palestiniens sous occupation. Leur silence est donc artificiel, et ne durera pas. La démographie joue en faveur des Palestiniens.

En se rappelant la solution à deux Etats, les Etats-Unis et l'Europe cherchent-ils à gagner du temps, faute d'avoir un autre plan ?

Cela fait des années qu'ils cherchent à gagner du temps ! La politique qui a prévalu jusqu'au 7 octobre, en particulier de la part des Etats-Unis, consistait à dire : attendons que le moment soit plus propice pour reprendre des discussions sur la solution à deux Etats et, pendant ce temps, essayons de normaliser les relations entre Israël et un certain nombre de pays arabes, dont l'Arabie saoudite ! Ce raisonnement est déconnecté de la réalité. Si les conditions ne sont pas jugées favorables avec la présence de 700 000 colons *[en Cisjordanie et à Jérusalem-Est]* actuellement, pourquoi le deviendraient-elles dans cinq ou dix ans, quand le nombre de colons aura atteint 1 million ?

D'autant que la société israélienne évolue de plus en plus vers la droite, pas vers la paix. La ligne de fracture en son sein ne se situe pas entre ceux qui veulent la paix avec les Palestiniens – il n'y a plus de camp de la paix israélien ou, du moins, il est minuscule – et ceux qui s'y opposent, mais entre pro et anti [*Benyamin*] Nétanyahou [*le premier ministre*].

Y a-t-il un camp pour la paix dans les sociétés arabes ?

Personne ne croit plus à une résolution pacifique du conflit, ni au slogan d'une solution à deux Etats. Mais au niveau officiel arabe, il en va autrement : pas un seul Etat arabe n'a retiré sa signature de l'initiative de paix arabe [*qui proposait la paix contre les territoires, élaborée en 2002*]. Les responsables arabes sont prêts pour une résolution du conflit.

En Israël, non seulement Nétanyahou se vante d'être capable de bloquer une solution à deux Etats, mais [*le ministre de la sécurité nationale, Itamar*] Ben Gvir, [*le ministre des finances Bezael*] Smotrich et d'autres qui, comme eux, appellent bruyamment à l'expulsion des Palestiniens, sont membres du gouvernement ! Le Hamas, lui, ne fait pas partie de l'establishment officiel arabe.

La Jordanie n'a pas de relations officielles avec le Hamas. Cela peut-il changer ?

La Jordanie ne fait pas confiance au Hamas et j'ignore si elle rouvrira des discussions avec lui, ou laissera ce dialogue à l'Egypte et au Qatar. Mais aujourd'hui, le Hamas est une force que l'on ne peut ignorer. Une majorité de Palestiniens le soutiennent. Il doit être inclus dans la recherche d'une solution, si on en veut une. Parler au Hamas ne signifie pas être d'accord avec lui. L'Egypte considère d'ailleurs les Frères musulmans [*dont le Hamas est une émanation*] comme une organisation terroriste, mais elle parle au Hamas. Lors des négociations concernant le conflit nord-irlandais [*dans les années 1990*], l'Occident a parlé à l'Armée républicaine irlandaise [*IRA*], quand bien même celle-ci avait été inscrite [*par le Royaume-Uni*] sur sa liste des organisations terroristes.

Retrouvez l'intégralité de [nos dossiers géopolitiques ici](#).

Laure Stephan (Amman, envoyée spéciale)

Services *Le Monde*

Découvrir



Cours en ligne, cours du soir, ateliers : développez vos compétences

Testez votre culture générale avec la rédaction du Monde